

➔ LE PAYS BASQUE SE BOUGE

ENTRETIEN Vendredi, à Boucau, Odile Macchi raconte l'usine radioactive de Fertiladour, dans une pièce où surgissent les voix enregistrées des « vrais » acteurs

UN TERRITOIRE INNOVANT Cette année, « Sud Ouest » propose une série de reportages baptisée « Le Pays basque se bouge », sur des initiatives positives. Nous mettons aujourd'hui l'accent sur un moyen original de comprendre, voire de dépasser, un traumatisme

RECUEILLI PAR
THOMAS VILLEPREUX
t.villepreux@sudouest.fr

Metteure en scène et sociologue, la Parisienne Odile Macchi jette le réel sur les planches. Avec sa compagnie Si et seulement si, elle a choisi le triste exemple de Fertiladour, ce « scandale environnemental et humain ». Sa pièce de théâtre, « 36ème dessous », prend la forme d'un spectacle documentaire. Elle sera jouée ce vendredi 8 juin, à Boucau (1).

« Sud Ouest » Pourquoi aborder cette triste affaire boucalaise ?

Odile Macchi Je voulais m'attaquer à une problématique sociale et environnementale. À Sciences Po, j'ai travaillé sur le déclenchement de certaines maladies par les particules fines. Cela m'a conduit à lire des articles et à visionner le documentaire de Ramonxo Garbistu (2) sur Fertiladour. J'ai trouvé cet exemple symptomatique des difficultés environnementales. J'en ai fait une pièce.

Comment avez-vous procédé ?

J'ai rencontré d'anciens ouvriers du site, des techniciens, l'ancien contrôleur de la Caisse régionale d'assurance-maladie, le président du Département Jean-Jacques Lasserre, un représentant de la Dreal (l'instance environnementale de l'État dans la

Région), des sociologues, des physiciens, des chimistes... Cette série d'entretiens m'a permis d'en savoir plus sur les difficultés à faire reconnaître une maladie professionnelle, sur la protection individuelle, les sols pollués ou les dommages du temps, puisqu'un silence radio entoure désormais Fertiladour. Des lois et des réglementations existent. Comment se fait-il que tout cela continue ? La pièce apporte des éléments de réponse.

Comment tout cela se traduit-il sur scène ?

Une actrice campe l'enquêtrice. Elle fait le lien entre le dossier et le public. Ses interlocuteurs sont les gens que j'ai rencontrés. Ceux-là ne foulent pas les planches, mais on entend leurs voix enregistrées, car j'ai découpé mes entretiens pour les utiliser dans le spectacle. L'actrice pose ses questions, auxquelles répondent les vrais acteurs de l'histoire, en audio. Peu à peu, on s'intéresse à la personnalité de l'enquêtrice, rejointe sur scène par un plasticien. Celui-ci déroule un film d'animation en direct, utilise des images, mais aussi des objets comme du sable, du marc de café pour noircir ce sable, des maquettes ou de la carbolgace, pour recréer la fumée de l'usine...

Vos interlocuteurs ont-ils hésité à vous répondre ?

Le réel rejoué au théâtre



La pièce documentaire d'Odile Macchi (en bas à droite) met en scène une véritable actrice du dossier, dans un décor original (en haut), proposé

UNE PAGE À TOURNER

LES ANCIENS OUVRIERS de Fertiladour ne devraient pas être très nombreux à assister à la pièce d'Odile Macchi. « L'envie de tourner la page est grande », indique Jean-Yves Deyris, du Collectif de soutien. « Sud Ouest » a sollicité des entretiens avec certains d'entre eux. En vain. « En parler seulement deux minutes me met les frissons, désolé. On veut passer à autre chose, sortir de cette galère. La vie continue. » « Voir la pièce, peut-être... Témoigner encore, je ne le sens pas. »

Je leur ai expliqué ma démarche, ma volonté d'enregistrer nos échanges. Cela ne les a pas bloqués. Les réticences venaient plutôt des élus et des

services de l'État... Mais j'ai beaucoup insisté. Ils ont certainement fini par penser qu'il valait mieux jouer le jeu. J'ai envoyé beaucoup de mails depuis mon adresse électronique de Sciences Po, ce qui m'a aidé à susciter de la confiance. Si j'avais juste exprimé mon souhait de faire un spectacle sur ce sujet, on m'aurait envoyé bouler. La démarche documentaire et mon parcours ont compté.

Quelle finalité visez-vous ?

J'invite le spectateur à comprendre les choses. On passe notre temps à lire des articles, à être choqués par ce que l'on entend ou ce que l'on voit sur Facebook. On s'indigne sans connaître le dessous des cartes. Je ne cherche pas à apaiser, car il faut continuer à lutter en connaissance de cause. Il s'agit seulement d'apporter



enquêtrice jouée par Lucie Boscher (à gauche). Cette dernière fait parler par le plasticien Daniel Azélie. Photos: Frédéric Comte et DR

des éléments de réponses au grand public. En tant que sociologue, j'ai souvent été frustrée par toutes les disciplines circonscrites à des cercles d'initiés. On en parle un peu dans des magazines spécialisés, mais ça s'arrête là. Il est important de rendre les recherches accessibles, via la scène notamment.

D'où vous vient ce goût de la pièce documentaire ?

Le théâtre me passionne depuis toute petite, mon métier me pousse à partager mes recherches, j'ai donc croisé ces deux aspects de ma vie. Le cas de Benoitman, qui a passé dix-sept ans en prison, m'a offert mon premier spectacle sur un fait de société. Avec lui, je posais la question de nos options dans la vie. Et si c'était à refaire ? Dans une autre pièce, j'ai

évoqué la façon dont nous percevons le temps qui passe, en interrogeant un médecin urgentiste, des enfants de 10 ans ou encore des carmélites, au choix radical. Désormais, je travaille sur les grands ensembles, via l'exemple d'une barre d'immeubles de Clermont-Ferrand baptisée « La muraille de Chine », promise à la destruction. Nous essaierons d'aller jouer là-bas, comme nous le faisons à Boucau. Ne pas oublier les premiers concernés reste primordial.

(1) Rendez-vous à 20 h 30, salle de l'Apollon. La représentation, au profit des victimes, sera suivie d'un débat.

Renseignements au 05 59 64 94 58.
(2) Son documentaire « Dans le Porton nous dit que tout est bon » a reçu le Prix Euskalkaskuntza-Ville de Bayonne.

« Un drame humain, social, environnemental... »

POINTS DE VUE

Les élus de Boucau et les associations profitent de l'occasion pour attirer les regards sur ce scandale

Ce 8 juin, la pièce de Si et seulement si (lire ci-dessus) racontera un dossier douloureux. Élus et associatifs ont décidé de s'en emparer, plein d'espoir. « À travers ce spectacle, la parole est donnée aux oubliés de Fertiladour, qui ont payé le prix fort d'une affaire mal gérée », souligne Victor Pachon, le président du Collectif des associations de défense de l'environnement (Cade). « La radioactivité du site industriel peut toucher l'ADN et se transmettre d'une génération à l'autre », ajoute Jean-Yves Deyris, son homologue du Comité de soutien aux victimes de Fertiladour.

Au début des années 70, le long



Victor Pachon, Francis Gonzalez et Jean-Yves Deyris. P.H.E. ORQUIN/ALLO

des berges de l'Adour. L'arrivée de Fertiladour (groupe Roullier, filiale Timac agro) à Boucau fait la fierté du port industriel. Ici, les ouvriers broient de la silice et de la monazite, ce minerai au contenu hautement radioactif. La culture du risque est moins prégnante. Et le fabricant d'engrais n'est pas inquiet, jusqu'à l'intervention du Cade. En 1997, soit

quatre ans après la fermeture du site, l'empêcheur de polluer en rond décide avec ses propres moyens une présence de radioactivité. Depuis, les écologistes et le Comité de soutien aux victimes - créé en 2010 -, n'ont jamais lâché l'affaire.

« On savait qu'en persévérant, on rencontrerait des emmerdements, affirme Jean-Yves Deyris. Pour obte-

nir des infos, de la Dreal, de l'Inspection du travail ou d'autres interlocuteurs, c'était un parcours du combattant. » Demandeuse d'une étude épidémiologique sur les ouvriers, l'association récoltera notamment une fin de non recevoir. L'échantillon officiel, d'une soixantaine de salariés, ne suffit pas à monter un dossier fiable. Le comité déchanté, lui qui répertorie 135 salariés passés par Fertiladour en vingt-et-un ans. « Sans compter les intérimaires, qui portent ce nombre à 200. »

Le monazite tenace

Candidate au rachat du terrain, la Région obtient finalement des prélèvements sur le terrain, en 2010. Ils sont menés par l'Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest (Acro). Puis confirmés par l'Autorité de sûreté nucléaire dans un rapport du 3 octobre 2011, affirmant que « des terres au niveau de contamination élevé sont encore présentes ». La pol-

lution a pourtant fait l'objet de traitements préalables. Or cette « saleté » semble au moins aussi tenace que les méandres administratifs.

Emploi et écologie

Pour stopper l'enlèvement écologique, il faut attendre un vote de la Région en 2013. Celle-ci acte le principe d'une étude épidémiologique... toujours attendue. S'il apparaît que l'ensemble des salariés a été exposé, difficile de mesurer l'étendue des dégâts humains. « Le taux de poussière était 300 fois supérieur aux normes autorisées. Hélas, les ouvriers ne le savaient pas et n'étaient pas protégés », soupire Jean-Yves Deyris. L'entreprise, elle, affirmait le contraire.

« De manière indiscutable, ce terrain est fortement radioactif. Au final, nous nous retrouvons face à un drame humain, social, environnemental et économique, pointe le maire de Boucau, Francis Gonzalez. Dans ce dossier, on peut se poser les

mauvaises questions... Qui sont peut-être malheureusement les bonnes... » Jean-Yves Deyris met les pieds dans le plat : « Roullier détient d'autres sites un peu partout en France. Ce groupe exerce-t-il un pouvoir de pression ? On peut le penser. » Et Victor Pachon de rappeler qu'une dépollution complète coûterait 20 millions d'euros.

Le président du Cade semble dépité : « On connaît le cancer de l'amiante, mais il n'y a pas de cancer du monazite et de la silicose. Les causes sont plus difficiles à établir. Mais sans étude épidémiologique, comment faire ? Ceux qui ont voulu défendre une activité en dépit des conséquences environnementales se sont trompés : la santé, comme l'emploi, ont été perdus. » Manière d'affirmer que l'écologie et l'emploi ne sont pas antinomiques... Ce que dit également Odile Macchi dans sa pièce.

T. V.